

N° 886

du 05  
FÉVRIER  
2016



# L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P4 Les ministres de la Sécurité et des Transports font leur bilan 2015

**Les braquages en hausse, à 7.257 vols de motos, 535 cambriolages et 30 vols de voiture...**

P3 Rencontre du ministre de l'Economie et des Finances avec les institutions bancaires et de la microfinance

# Relever le taux de bancarisation au Togo

*\* Le satisfecit et la crainte d'Ayassor sur le court terme*

P7 Pour le compte du ministère du développement à la base  
**Le PNUD appuie le programme national de la plateforme multifonctionnel**

P6 Réunions des comités techniques de l'AGPAOC à Lomé  
**Accélérer le développement des ports de l'Afrique**



Adjé Otié AYASSOR, Ministre d'Etat, ministre de l'Economie, des finances et de la planification du développement

P3 Exploitations et abus sexuels répétés en missions de paix  
**La Tolérance Zéro rappelée à Lomé à une centaine d'officiers supérieurs de la sous région**

P4 Les lignes ont bougé à la société de distribution du courant électrique  
**Les deux directeurs généraux de la Ceet ont été remerciés**



## PA-LUNION

[www.pa-lunion.com](http://www.pa-lunion.com)



- Actualités Nationales  
\* Politique  
\* Economie  
\* Société  
\* Sport  
\* Culture...  
- Informations Internationales  
- Réflexions...

## AZIMUTS INFOS

## Davantage de migraines à l'approche de la ménopause

Chez les femmes, le risque de souffrir de migraines fréquentes augmente de 60% à la périménopause, c'est-à-dire quand leurs cycles deviennent irréguliers. La cause : les variations des hormones féminines caractéristiques de cette période.

La migraine est une maladie neurologique qui concerne environ 15% de la population dans le monde d'après l'Inserm, les femmes étant en moyenne trois fois plus touchées que les hommes. Or, de nombreuses patientes se plaignent de migraines plus fréquentes au moment de la ménopause. Une recherche menée par l'université de Cincinnati, le Montefiore Headache Center, et l'Albert Einstein College of Medicine and Vedanta Research, aux États-Unis, semble leur donner raison.

Pour cette étude parue dans The Journal of Head and Face Pain, les chercheurs ont utilisé des données provenant de l'enquête AMPP (American Migraine, Prevalence and Prevention), comprenant 24.000 personnes souffrant de maux de tête. Les chercheurs ont exclu de leur analyse les femmes enceintes, celles qui allaient, celles qui n'avaient jamais eu de cycles ou celles qui prenaient des traitements hormonaux. Il y avait au final 3.664 femmes, âgées en moyenne de 46 ans.

Elles ont été classées en trois groupes, en fonction des caractéristiques de leurs cycles menstruels: femmes non ménopausées, femmes en périménopause et femmes ménopausées. La périménopause correspond à la période précédant la ménopause au cours de laquelle les cycles se dérèglent. La ménopause commence lorsque les femmes n'ont pas eu de cycle menstruel depuis un an. Des symptômes comme des bouffées de chaleur, de l'irritabilité, de la dépression ou de l'insomnie sont courants à cette période.

## Des traitements hormonaux pour limiter les maux de tête

Résultat : le risque d'avoir des maux de tête fréquents, c'est-à-dire au moins dix jours par mois, augmentait de 62% chez les femmes en périménopause, par rapport aux femmes non ménopausées. Le risque de maux de tête était particulièrement visible pendant les dernières étapes de la périménopause, c'est-à-dire au moment où les femmes commencent à sauter des cycles et ont de faibles niveaux d'oestrogènes. Pour Richard Lipton, coauteur de ces travaux, "les changements dans les hormones féminines telles que l'oestrogène et la progestérone qui se produisent au cours de la périménopause pourraient déclencher plus de maux de tête pendant cette période".

Des traitements pourraient donc aider les femmes migraineuses pour niveler leurs taux d'hormones sur cette période. Par exemple, comme l'explique Jelena Pavlovic, également auteur de ces travaux, les patientes en début de périménopause peuvent prendre certaines pilules contraceptives et, en fin de périménopause, des patchs d'oestrogènes.

Au moment de la ménopause, les maux de tête fréquents augmentaient aussi de 76% chez les femmes ménopausées. Cependant, selon les modèles statistiques utilisés, cette augmentation n'était pas forcément significative. Les chercheurs pensent donc que d'autres mécanismes que les hormones pourraient expliquer cette augmentation, comme une surmédication fréquente à cette période. C'est l'avis de Vincent Martin, principal auteur de l'article: "Les femmes, à mesure qu'elles vieillissent, développent beaucoup de maux et de douleurs aux articulations et au dos ; il est possible que leur surutilisation de médicaments contre la douleur pour les maux de tête et d'autres problèmes puisse effectivement conduire à une augmentation des maux de tête pour le groupe de la ménopause".

## ISS : l'astronaute Scott Kelly joue au ping-pong avec une balle d'eau

Dans l'espace depuis plus de 300 jours maintenant, l'astronaute Scott Kelly nous montre, au cours de cette vidéo, l'un des aspects les plus fascinants de la vie en impesanteur. Il fait voyager entre deux raquettes une balle d'eau pour les besoins d'une expérience portant sur les matériaux hydrophobes.

À bord de l'ISS, les scientifiques de la Nasa profitent des conditions de microgravité pour faire toutes sortes d'expériences comme celles ayant un rapport avec l'eau et les fluides. Celle menée par l'astronaute Scott Kelly nécessite deux raquettes dont la surface en polycarbonate, traitée par laser a été gravée de rainures de 0,3mm puis recouverte de Téflon.

Cette combinaison astucieuse permet de créer une surface superhydrophobe capable de contrôler avec précision la boule d'eau. Plus cette dernière est petite, plus il est possible de lui appliquer de force sans qu'elle ne se disloque. Celle présentée dans la vidéo fait environ 4ml.

## Langues

## Va-t-on vers le crépuscule de la langue française ?

La réforme orthographique adoptée par l'Académie française en 1990 sera mise en œuvre dès septembre prochain en France. Et partant dans tous les pays francophones, puisque quand un éternuement de l'Académie enrhume tout le tissu francophone. Difficile en tout cas pour l'Afrique francophone d'y échapper, cette région dépendant sans modération de la France en matière de manuels scolaires ou de productions livresques tout simplement.

La réforme de l'orthographe fera son apparition dans les manuels scolaires à partir de la rentrée prochaine. On retrouve ces recommandations dans le Bulletin officiel de l'Éducation nationale française daté du 26 novembre 2015: "L'enseignement de l'orthographe pour référence les rectifications orthographiques

publiées par le Journal officiel de la République française le 6 décembre 1990", indique le document, réperé par plusieurs médias mercredi. Les recommandations de l'Académie française (détaillées dans ce document de 1990) concernent plus de 2 000 mots, qui posséderont désormais deux orthographe. Les deux graphies seront acceptées, l'orthographe actuelle restant d'usage.

## 2400 mots touchés

Passerez-vous, ce n'est pas tout le vocabulaire français qui sera réformé même si les puristes peuvent douter de son intérêt, la langue pouvant y perdre son charme. Mais depuis Montaigne que les contemporains ne pourraient guère lire dans le texte d'origine - la langue française a évolué. La première chose évoquée par cette réforme touche

## Agenda

## Agenda du Goethe Institut

Vendredi 5 février 2016, 19h00  
Cinéma

"Fack Ju Göhte, un prof pas comme les autres"

Après 13 mois de prison, l'escroc Zeki Müller part à la recherche du butin de sa dernière razzia. Pour cela, il postule à un poste de concierge dans une école, l'argent étant enterré sous son nouveau gymnase. Mais Zeki se retrouve embauché en tant que professeur remplaçant. Il doit se battre avec un stagiaire naïf et des jeunes à problèmes qui n'arrivent pas une seule fois à écrire "Fuck you,

Goethe" sans fautes. Le jeune homme commence ainsi sa carrière forcée dans l'éducation.

La farce déchaînée de Bora Dagtekin a été le film allemand le plus populaire en 2013.

Constantin Film, DIF, © Constantin Film Verleih GmbH, Christoph Assmann "Fack Ju Göhte, un prof pas comme les autres"

Un film de Bora Dagtekin  
Durée : 113 min  
Allemand sous-titré en Français  
Entrée libre et gratuite

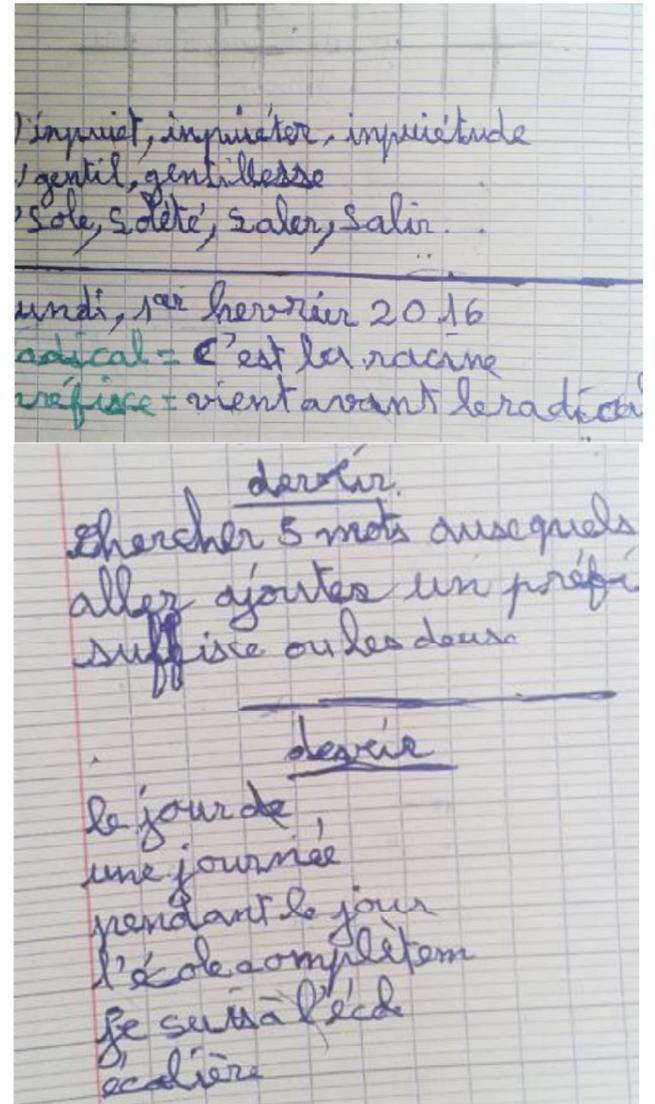
## Littérature

## Orhan Pamuk: "Les Européens ont oublié toutes leurs valeurs"

L'écrivain turc Orhan Pamuk accuse l'Europe de complaisance envers la Turquie dans un entretien au journal quotidien turc Hürriyet, paru le 31 janvier.

Selon le prix Nobel de littérature 2006, "les Européens ont oublié toutes leurs valeurs" et ignoreraient les atteintes à l'état de droit en Turquie, allié stratégique pour lutter contre Daech. Par ailleurs, la Turquie a signé avec l'Europe un plan d'action pour entériner la crise des migrants, lors d'un sommet à Bruxelles le 29 novembre 2015. Pour cela, l'Europe a versé trois milliards d'euros à Ankara pour aider à l'accueil des réfugiés syriens et éviter qu'ils ne rejoignent l'Europe. Cet accord a été salué par la Turquie comme un jour "historique", ouvrant à nouveau la voie à la possibilité de l'entrée du pays dans l'Union Européenne. Selon l'écrivain, la crise migratoire ainsi que la lutte contre l'État Islamique ont "liés les mains de

l'Europe". Le gouvernement islamo-conservateur de Turquie bafoue les droits de l'homme, en créant des pressions toujours plus fortes sur les médias. La prison à vie a été requise jeudi dernier contre deux journalistes du journal d'opposition Cumhuriyet, Can Dündar, directeur du journal, et Erdem Gül, chef de la rédaction, accusant le président Erdogan d'avoir livré des armes aux islamistes syriens. Orhan Pamuk affirme à ce sujet: "Je suis du genre à dire "Parlons uniquement de littérature", mais ce n'est plus possible. On ne peut pas s'asseoir et écrire son roman quand Can Dündar est en prison." Après avoir été arrêtés le 26 novembre 2015, quelques jours avant le sommet UE-Turquie, les deux journalistes turcs avaient adressé une lettre ouverte dans Libération afin de trouver une solution à la crise des migrants "sans sacrifier les droits de l'homme".



l'accent circonflexe dont on a proclamé la disparition. Les élèves seront contents. Le "chapeau" qui donne des migraines aux CP ne sera plus obligatoire sur les lettres i et u, sauf quand il marque une terminaison verbale ("il fût"), sur les noms propres, ou quand il apporte une distinction de sens. "Mûr" conservera par exemple son accent pour ne pas le confondre avec "mur". Le verbe "s'entraîner" écrit avec un simple "i" sans accent ne sera en revanche plus considéré comme une faute.

Dans le viseur de l'Académie également, les traits d'union et les "ph": "Chausouris", "millepatte", "portefeuille", ou "weekend" pourront s'écrire en un seul mot. Les sages ont aussi voulu simplifier des tournures orthographiques peu intuitives ("ognon" au lieu

d'"oignon", "nénufar" plutôt que "nénuphar") et corriger certaines anomalies ou rendre cohérents des mots d'une même famille (comme "souffler" et "boursoffler", ce dernier pouvant prendre deux "r").

Reste que beaucoup se demandent si le changement orthographique pour une langue dont l'essentiel du vocabulaire a des racines grecque et latine ne va pas amener à des confusions avec cette transformation du "ph" en "f". Champêtre qui vient du latin campus va-t-il voir son p disparaître et devenir "charrêtre" ?

D'aucuns pensent que cette réforme est plutôt bien venue à l'heure où la langue française est répulsive pour de nombreux élèves du primaire et du collège. Qui vivra verra



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Witi - Nkafu

Tél: 2261 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression  
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication  
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction  
Jean AFOLABI

Rédaction  
Sylvestre D.  
Hervé AGBODAN  
Maurille AFERI  
Pater LATE  
Kossiwa TCHAMDJA  
Koffi SOUZA  
Alan LAWSON  
Abel DJOBO  
Tony FEDA

Service photographie  
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature  
LAWSON Laté

Graphisme  
BOGLAG.

Rencontre du ministre de l'Economie et des Finances avec les institutions bancaires et de la microfinance

## Relever le taux de bancarisation au Togo

\* *Le satisfecit et la crainte d'Ayassor sur le court terme*

**Late Pater**

En ce début d'année, le temps d'échanges des vœux paraissait trop court pour faire réunir le monde local de la finance. Il s'est transformé en un cadre de dialogue à pérenniser. En début de semaine, à leur demande, le ministre de tutelle Adji Otèth Ayassor a rencontré les membres de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers du Togo (APBEF) et de l'Association professionnelle des institutions de microfinance du Togo (APIM). On ne pouvait donc pas ne pas parler du bilan de l'année écoulée, des problèmes du secteur et des perspectives. Ce plan de discours était le plus partagé. Dans une convivialité hors norme. Et au vu des nombreux souhaits des clients, c'est ce qui va se faire qui



M. Otèth Ayassor, Ministre d'Etat, ministre de l'Economie et des Finances

importe. Aussi le président de l'APBEF, Dorkenoo Michel Kofi, annonce-t-il que les réflexions actuelles vont mener à l'établissement d'une liste des services bancaires à facturer modérément à la clientèle, dans le prolongement des dix-neuf services bancaires rendus gratuits depuis octobre 2014 alors même qu'ils étaient auparavant

payants. Il s'agit là d'une préoccupation du pouvoir de Lomé d'avoir réduire le coût du crédit et des services bancaires au bénéfice des clients.

Plus est, dans l'objectif de réduire le crédit accessible et supportable pour les populations, une étude est en cours au niveau de l'Uemoa pour la détermination d'un mode de calcul harmonisé

du meilleur taux débiteur des établissements de crédit à appliquer à la clientèle. De bonne grâce, surtout que les pouvoirs publics et les opérateurs économiques dont les PME/PMI, vrai moteur de la croissance, continuent d'exprimer leurs attentes. «La poursuite de la participation au financement des travaux publics et des activités génératrices de croissance continuera à faire l'objet d'un intérêt soutenu», a rassuré le président de l'APBEF qui parle, en outre, des préoccupations de l'Association : fiscalité appliquée à certaines opérations des



M. Michel Kofi Dorkenoo, Président de l'APBEF

établissements de crédit, relations avec la conservation de la propriété foncière, relations avec la justice, qualité et disponibilité des services de télécommunication et sécurisation des opérations financières, etc. Pour les membres de l'APBEF, l'échéance de 2017 fixée pour l'augmentation effective à 10 milliards de francs Cfa du capital des banques est toujours dans les têtes.

Les soucis de l'APIM sont, eux, égrenés par Olanou Yombo, son président : 2015 a été pour les systèmes financiers décentralisés une année de turbulence avec la montée anormale du portefeuille à risque, le foisonnement remarqué des institutions illégales exerçant les activités de microfinance sans autorisation ou dont les difficultés financières sont avérées et qui sont au seuil de la liquidation, des crises de gouvernance par endroit, les difficultés liées au recouvrement des créances en l'absence d'une structure appropriée. D'où la bonne appréciation de la publication officielle, en janvier 2016, de la liste des systèmes financiers décentralisés reconnus par la tutelle. «Nous croyons que cet exercice continuera trimestriellement tout au long de l'année en vue de permettre à la population de traiter avec des systèmes financiers décentralisés légalement reconnus et de corriger ainsi l'image du secteur», a souhaité à juste titre le président de l'APIM. Avant de prendre l'engagement qu'un travail de salubrité en interne va se faire et qu'une bonne chose

d'éducation financière sur les opérations va être administrée aux clients.

Tout ceci n'est pas moins connu du ministre de tutelle Adji Otèth Ayassor, qui promet d'agir en renforçant l'environnement économique, juridique et judiciaire des activités financières, dans les limites de ses compétences. Face à ses interlocuteurs des deux secteurs bancaire et de la microfinance, il se réjouit de l'attractivité de la place financière togolaise dont la mesure est le nombre de banques et établissements financiers agréés et en activité. «J'ai relevé que les banques affichent une progression marquée de leurs activités et de leurs résultats», a-t-il précisé. Sur un an, avec un taux de rentabilité en augmentation de 136%, le secteur bancaire demeure toujours rentable. En 2015, l'activité du système bancaire, mesurée par le total bilan, a progressé de 19%, un accroissement dû à la hausse des dépôts de 13% et des crédits de 14%. Le taux d'intermédiation, qui ne cesse de s'accroître, est passé de 69% à fin 2010 à 83% au 30 novembre 2015, conduisant à un taux de financement de l'économie de 36% à fin novembre 2015, contre 23% à fin 2010. Malheureusement, cet accroissement du financement s'est accompagné d'une dégradation du portefeuille de crédits, dont le taux est passé de 15% au 30 septembre 2014 à 16% à fin septembre 2015.

Dans la finance décentralisée (microfinance), Ayassor s'en réjouit également : le nombre de bénéficiaires a progressé de plus de 8%, sur un an, pour atteindre 1,8 million de clients/adhérents ; l'encours des crédits a connu une hausse de 6%, en glissement annuel, pour ressortir à 116 milliards à fin septembre 2015, soit 11% des concours bancaires ; les dépôts ont progressé de 4%, pour s'établir à 146 milliards, soit 12% des dépôts bancaires. Mais, et c'est ici sa crainte, il note aussi des problèmes liés «à la rentabilité des activités, au ratio de capitalisation, à la gouvernance au sein des institutions et à la professionnalisation des principaux dirigeants». Ce qui amène logiquement à un niveau élevé du taux de dégradation du portefeuille de crédit qui est ressorti à 9% à fin septembre 2015, pour une norme de 3%. «Cet état, s'il devrait perdurer, pourrait entraîner une dégradation de la situation financière des institutions et conduire éventuellement à des décisions prochaines de mises sous administration provisoire», s'est-il inquiété. D'où l'appel à des

mesures idoines. «Je peux vous assurer que des mesures seront prises, en concertation avec l'ensemble des acteurs du secteur et la Banque centrale, afin de mettre définitivement fin à ce fléau», a-t-il poursuivi, parlant de l'autre problème de la prolifération des structures illégales de microfinance.

Le ministre de l'Economie et des finances veut un taux de bancarisation encore plus élevé. Face à la nécessité actuelle d'investissements dans les infrastructures économiques de base et la course à l'émergence, il veut compter sur les acteurs de la banque et de la microfinance. «Dans cette perspective, je voudrais vous inviter à réfléchir à des financements innovants qui sont bénéfiques non seulement pour le secteur financier, mais aussi pour l'Etat et les autres agents économiques du pays», a-t-il conclu. Bien avant, une prochaine rencontre est annoncée pour discuter des doléances et échanger sur les plans d'actions devant aboutir à l'effectivité du relèvement du capital social des banques à 10 milliards de francs Cfa par toutes les banques de la place financière



M. Olanou Yombo, Président de l'APIM

togolaise à l'échéance du 30 juin 2017.

En rappel, le développement des réseaux des banques et des systèmes financiers décentralisés ainsi que la gratuité ou la réduction significative du coût de certains services bancaires, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2014, ont largement contribué à faire porter le taux de bancarisation à un niveau de 53% en 2015. Pour 2015, il est indiqué une amélioration de la densification de 8,42% du réseau bancaire apprécié au niveau des agences ouvertes qui sont passées de 202 à 219, une progression de 13,3% des financements de l'économie, un accroissement de 5,9% des dépôts de la clientèle en banque. Avec l'absorption effective de la BRS Togo par Crabank Togo, l'effectif des banques en activité est désormais ramené à 13 contre 14 auparavant. 183 institutions de microfinance et leurs filiales sont reconnues par l'Etat togolais.

Exploitations et abus sexuels répétés en missions de paix

## La Tolérance Zéro rappelée à Lomé à une centaine d'officiers supérieurs de la sous-région

Une centaine de participants, pour la plupart des officiers supérieurs des forces de défense et de sécurité de pays de la sous-région étaient en atelier, en fin de semaine dernière à Lomé, sur les abus et exploitations sexuels (AES) dans un contexte de maintien de la paix. L'initiative vient du Centre d'entraînement aux opérations de maintien de la Paix (CEOMP) basé à Lomé, soutenue par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et bénéficiant entre autres de l'expertise de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), de l'United States Institute for Peace (USIP) et du Comité international de la Croix rouge (CICR).

Pour situer le contexte, Mme Khardiata Lo Ndiaye, Coordinatrice résidente du Système des Nations Unies et Représentante résidente du PNUD au Togo, soulignait que l'atelier de Lomé «...répond aussi directement aux préoccupations du Secrétaire Général des Nations Unies qui s'attend à ce que tous les membres du personnel des missions de paix se conforment aux normes de comportement les plus strictes et se conduisent à tout moment de façon professionnelle et disciplinée». «De façon tout à fait regrettable, il y a eu ces dernières années des allégations d'errements de la part de certains membres du personnel d'opérations de maintien de la paix. Les dernières remontent à quelques mois seulement en République Centrafricaine», a déclaré Mme Ndiaye. Elle l'a également fait lors



Vue partielle d'officiers militaires venus de 8 pays d'Afrique de l'Ouest (Photo Phrud)

de la présentation de sa communication sur la stratégie globale des Nations Unies dans la lutte contre les AES en situation de maintien de la paix. «Vous qui allez être déployés en mission de paix, vous devez comprendre que l'ONU et ses Etats Membres feront la nécessaire pour que toutes les allégations crédibles fassent l'objet d'une enquête approfondie et que des mesures appropriées soient adoptées lorsque de telles allégations sont confirmées. L'organisation appliquera toujours une politique de tolérance zéro vis-à-vis de l'exploitation et des abus sexuels», a-t-elle insisté.

Au PNUD à Lomé, il est rappelé que le règlement de l'ONU interdit toute relation sexuelle avec une prostituée ainsi qu'avec une personne de moins de 18 ans. Il décourage également vivement les relations avec les bénéficiaires de l'assistance de l'ONU (c'est-à-dire avec toute personne qui reçoit des vivres, un logement, ou une autre forme d'aide à la suite d'un conflit, d'une catastrophe naturelle, d'une autre crise humanitaire ou dans un contexte de développement).

Pour répondre efficacement aux contrevenants, l'ONU a élaboré une triple stratégie pour réprimer toutes

les formes de conduite incorrecte, y compris l'exploitation et les abus sexuels, à savoir par la prévention des conduites inappropriées, par l'application des normes de conduite de l'ONU et par des mesures de correction. Cette stratégie est mise en œuvre de différentes façons, notamment par la formation et la sensibilisation mais aussi l'application des normes de conduite, l'ouverture d'enquêtes et de mesures disciplinaires et la fourniture d'une assistance aux victimes d'exploitation et abus sexuels commis par des membres du personnel de l'ONU.

A l'issue de l'atelier, qui s'est clôturé le 28 janvier 2016, un «guide de prévention et de gestion des cas d'exploitation et d'abus sexuels dans les missions de paix» a été adopté par les participants. Il vient compléter, selon le Chef d'Etat major Adjoint des Forces armées togolaises (FAT), le Colonel Komtan Adjitowou, «les instruments déjà disponibles pour la sensibilisation, la prévention et la gestion de tels actes au sein des forces armées togolaises».

Les participants à l'atelier de Lomé sont venus du Bénin, du Burkina-Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo.

## Au bilan 2014 dans la mise en œuvre de la Scape (suite)

Dans la prise en charge des cas de paludisme simple

### Les résultats obtenus en deçà des objectifs

John Afolabi

**Renforcement de la lutte contre le paludisme, le VIH/sida, la tuberculose et les autres maladies transmissibles.** L'analyse des données de la lutte contre le paludisme permet de noter une réduction de 11% de décès par rapport à 2013 (1.205 décès en 2014 contre 1.361 en 2013). Le nombre de décès reste toujours élevé et s'expliquerait par l'existence de cas de paludisme grave qui recourent très tardivement aux soins adéquats dans les hôpitaux bien qu'à ce niveau les chiffres montrent que la prise en charge des cas se fait selon le protocole national. En matière de prévention du paludisme, on note une faible utilisation des moustiquaires imprégnées à longue durée d'action (MILDA) par les enfants de moins de 5 ans (42,7% selon EDSTII 2013-2014) en particulier et par la population en général (33,5%) alors qu'il fallait s'attendre à des taux respectifs de 95% et 85%. Cette faible utilisation est liée à la lenteur du changement de comportement du fait de la faiblesse ou de l'inadéquation de la communication de proximité. S'agissant du traitement préventif intermittent, on relève une amélioration due à la formation des prestataires en 2013 et à l'amélioration de la disponibilité des intrants en 2014.

S'agissant de la prise en charge des cas de paludisme simple, les résultats obtenus sont en deçà des objectifs aussi bien au niveau des formations sanitaires qu'au niveau communautaire. Cette faiblesse est due au non-respect des directives nationales au niveau des formations sanitaires. Les réalisations ayant permis d'enregistrer ces résultats se résument comme suit : intensification

de la mobilisation sociale avec la prise en charge gratuite des cas de paludisme simple, traitement préventif intermittent (TPI) chez les femmes enceintes qui se sont poursuivies, chimio-prévention du paludisme saisonnier (CPS) chez les enfants de moins de cinq ans dans les districts de Tône, Kpendjal, Tandjoaré et Cinkassé de la Région des Savanes, campagne de distribution de masse de 4.033.825/13 moustiquaires imprégnées d'insecticide de longue durée d'action (MILDA).

Le pourcentage de survie des personnes vivant avec le VIH après 12 mois de traitement par les ARV a diminué passant de 88,61% en 2013 à 86% en 2014. Cette diminution est justifiée par une insuffisance de la disponibilité des intrants de dépistage et de la qualité de l'offre de service aux PMH. En effet, en 2014 la rareté des ressources a occasionné les gaps en intrants de dépistage. Cette situation n'a pas permis de couvrir les besoins nationaux en matière de dépistage. Par contre le nombre de PMH sous traitement ARV est passé de 34.489 PMH en 2013 à 37.511 PMH en 2014. Ce léger progrès s'explique par le retard dans la disponibilité des médicaments antirétroviraux pour la prise en charge médicale des PMH éligibles au traitement. Les principales actions réalisées dans le cadre de la lutte contre la prévalence du VIH sont notamment l'organisation des campagnes de dépistage de masse à l'échelle, les formations des prestataires en prise en charge médicale des personnes vivant avec le VIH et en prise en charge des IST, l'extension des sites de conseil de dépistage pédiatrique à l'initiative du prestataire et la supervision trimestrielle des prestataires sur le terrain.

Les indicateurs de traitement en matière de la tuberculose, notamment

la mise sous ARV des patients co-infectés TB/MH, le taux de succès thérapeutique des TFM+ qui passe de 86% à 88% et le taux de perdus de vue de 5% à 4% de 2013 à 2014, connaissent des progressions très remarquables. Ces résultats encourageants sont la conséquence de plusieurs actions menées au cours de l'année. Il s'agit de l'approvisionnement régulier et continu en médicaments de première ligne, la dotation des points focaux en carburant pour le suivi des patients, le recrutement d'un chargé de suivi des patients de Lomé et du Golfe, la formation et les supervisions trimestrielles des points focaux.

La lutte intégrée contre les maladies tropicales négligées (MTN) par les traitements de masse a permis d'une part de maintenir la couverture géographique à 100% et d'autre part, d'améliorer les couvertures thérapeutiques. Ces couvertures sont passées de 99,12% en 2013 à 99,50% en 2014 pour l'Albendazole et de 94,50% en 2013 à 99,40% en 2014 pour le Praziquantel chez les enfants d'âge scolaire (5-14 ans). Concernant la prise en charge intensive de la maladie (MTN/PIM), 1733 nouveaux cas de MTN ont été détectés et pris en charge en plus des 1962 anciens cas suivis durant l'exercice 2014.

Enfin, il faut noter une contre-performance de la proportion de villages éloignés d'un centre de santé qui disposent d'un agent de santé communautaire formé sur les soins intégrés (d'arthrite, pneumonie et paludisme) ou PCIMNE communautaire qui passe de 49% en 2013 à 39,52% en 2014 pour une cible attendue de 80%. La régression de cet indicateur s'explique par le manque de financement.

Dans l'enseignement supérieur

### Le nombre d'étudiants pour 100.000 habitants en baisse depuis 2011

**Accroissement de l'accès, de l'équité et de la qualité dans l'enseignement supérieur.** Deux indicateurs sont retenus pour apprécier les performances dans le secteur de l'enseignement supérieur en plus des deux retenus au niveau sectoriel. Il s'agit du nombre d'étudiants pour 100.000 habitants et du nombre d'étudiants pour une place assise dans les universités publiques.

Le nombre d'étudiants pour 100.000 habitants est en baisse depuis 2011, passant de 980 en 2011 à 943 en 2012 et de 868 étudiants en 2013 à 775 en 2014 alors que la cible attendue est de 1.124 étudiants pour 100.000 habitants. Le recul de cet indicateur pourrait s'expliquer par le fait que l'effectif des étudiants dans le système privé d'enseignement

supérieur ne cesse d'accroître ces dernières années au détriment de l'enseignement supérieur public étant donné les nouvelles dispositions d'allocation de bourse et d'assistance basées sur les critères bien définis alors que pour le calcul du nombre d'étudiants pour 100.000 habitants, les données statistiques ne prennent pas en compte les étudiants inscrits dans les établissements privés d'enseignement supérieur.

Quant au nombre d'étudiants pour une place assise dans les universités publiques, il n'a pas pu être renseigné en 2014 faute de données par contre, le sous-secteur a pu identifier un autre indicateur, soit le nombre d'étudiants pour un enseignant. En effet, cet indicateur est passé de 131 au cours de la rentrée scolaire

2012-2013 à 81 au cours de la rentrée suivante.

En dépit de cette contre-performance, plusieurs actions ont été menées : l'informatisation de la Direction de la Bibliothèque et des Archives Nationales (DBAN), l'équipement de la salle de gymnastique à l'Institut national de la jeunesse et du sport (INJS), l'amélioration des infrastructures dans les deux universités publiques du Togo, l'élaboration de la politique nationale de la recherche, la mise en œuvre du Projet AGREST et la réhabilitation des bâtiments des ATRS et du Secrétariat général de l'UNESCO, la réglementation de l'enseignement supérieur privée à travers le renouvellement des agréments d'établissements privés.

Les ministres de la Sécurité et des Transports font leur bilan 2015

### Les braquages en hausse, à 7 257 vols de motos, 535 cambriolages et 30 vols de voiture...

Dans un communiqué conjoint en date du 1er février 2016, le ministre de la Sécurité et de la protection civile, le colonel Damehame Yark et son collègue des Infrastructures et des transports, Ninsao Gnafam ont fait état de 2 851 cas d'accidents de la route en 2015 au Togo, pour 3 871 blessés et 473 décès. Le sujet a fait l'objet d'une conférence de presse, tenue le vendredi 29 janvier 2016, au cours de laquelle un bilan a été dressé de la situation sécuritaire qui prévaut ces derniers mois au Togo. De manière générale, la route a été moins meurtrière en 2015, alors que la criminalité (notamment les braquages) a connu une progression inquiétante, souligne le communiqué.

Ainsi, au cours de l'année 2015, il a été dénombré 62 cas de braquages, 519 vols avec effraction, 173 vols à mains armées, 30 vols de



voiture, 535 cambriolages, 7.257 vols de motos et 78 groupements de malfaiteurs démantelés. Les chiffres de la criminalité ont véritablement explosé au dernier trimestre 2015 notamment au niveau de la région maritime, fait observer le communiqué.

En ce qui concerne la sécurité routière, il est dénombré l'an dernier 2 851 cas d'accidents, 3 871 blessés, et 473 décès soit une moyenne mensuelle de 39 morts. En rappel,

entre janvier et novembre 2014, il a été recensé 4943 accidents qui ont fait 524 morts.

Excès de vitesse, non respect des feux tricolores, dépassements défectueux, ivresse poussée, absence de repos, surcharges, non-conformité du permis de conduire avec la catégorie de véhicules... Les usagers ont rendu la route meurtrière, relève-t-on au ministère des Infrastructures et des transports. Le phénomène a atteint sa croisière à la suite de la levée des barrages policiers sur les principaux axes routiers, revendiquée par les transporteurs eux-mêmes depuis des années. L'argument était tiré de l'application du règlement 14 relatif à la libre circulation dans les espaces économiques régionaux dont le Togo est membre, mais aussi à cause des rackets dont les transporteurs étaient victimes. Mais aujourd'hui le bilan n'est que catastrophique, indique le cabinet de Ninsao Gnafam.

En 2014, le gouvernement avait créé une politique de tolérance zéro sur les routes. Cette politique s'est traduite par un renforcement des contrôles de police notamment sur le port du casque et la surcharge, rappelle-t-on. Pour 2016, les autorités prévoient un renforcement des mesures destinées à assurer la sécurité des citoyens. Le ministre de la Sécurité et de la protection civile en appelle à la vigilance des populations en souhaitant davantage de coopération entre civils et forces de l'ordre.

Besoin de liquidités bancaires à 7 jours et à 28 jours

### Hausse consécutive sur deux semaines du montant injecté dans les banques du Togo

Dans le cadre de ses adjudications hebdomadaires, la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao) a procédé, valeur 2 février 2016, à une injection de liquidités d'un montant de 1 715,039 milliards, contre 1 730,000 milliards mis en adjudication, identique à la semaine précédente. Les banques et établissements du Togo s'adjugent 90,000 milliards, contre 76,874 milliards la semaine précédente, et 71,000 milliards il y a deux semaines. L'opération arrive à échéance le lundi 8 février 2016, indique la Banque centrale. Le taux marginal et le taux moyen pondéré se sont situés respectivement à 2,7500% et 3,0850%.

Au total, cinquante-huit établissements bancaires des huit places de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa) ont participé à l'opération. Les établissements de la

Côte d'Ivoire et du Mali s'adjugent respectivement 370,893 milliards et 344,800 milliards. Ils sont suivis par ceux du Bénin avec 340,900 milliards, du Burkina Faso avec 321,800 milliards et Nger avec 118,000 milliards. Le Sénégal fait 106,446 milliards, et la Guinée-Bissau s'adjuge 22,200 milliards.

Par ailleurs, l'institut d'émission commun aux huit pays de l'Union a procédé ce même 2 février 2016 à une injection de liquidités à 28 jours d'un montant de 840 milliards, le montant mis en adjudication. Les établissements du Togo s'adjugent 79,000 milliards. L'opération arrive à échéance le lundi 29 février 2016. Le taux marginal et le taux moyen pondéré sont ressortis respectivement 2,9001% et à 3,0204%.

En tout trente-cinq établissements

de sept des huit places de l'Union - à l'exception de la Guinée-Bissau - ont participé à l'opération. Les établissements du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire s'adjugent respectivement 298,000 milliards et 227,477 milliards. Ils sont suivis par ceux du Sénégal avec 103,523 milliards, du Bénin avec 60,000 milliards et du Mali avec 59,000 milliards. Le Nger fait 13,000 milliards.

D'après la Banque centrale, le montant moyen des soumissions hebdomadaires sur le marché des adjudications est passé de 1.771,3 milliards en novembre 2015, à 1.974,1 milliards en décembre 2015, soit une hausse de 11,44%. Le taux moyen pondéré sur le guichet hebdomadaire est ressorti à 2,64% en décembre 2015 contre une réalisation de 2,56% le mois précédent.

#### Dernières minutes

Les lignes ont bougé à la société de distribution du courant électrique

### Les deux directeurs généraux de la Ceet ont été remerciés

La Compagnie énergie électrique du Togo, Ceet, a connu un tsunami directionnel de grande portée ce jeudi 04 février. Les deux premiers responsables recrutés sur appel à candidature ont été déposés par le nouveau conseil d'administration. Un problème de personne a emporté le directeur général, Dr DJETELI Ghadè et son adjoint, AMOUSSOU-KPETO.

Le personnel de la Ceet a toujours évoqué une fissure inconnue entre les deux hommes appelés à la rescousse de l'unique société nationale de distribution du courant électrique dès les premières heures de leur collaboration. Il se susurrerait que le Directeur général adjoint ne

"respectait" pas la hiérarchie et rendait directement compte au ministre de tutelle. Situation jugée aberrante par son patron qui ne pouvait se laisser faire. Cette mésaventure inadmissible qui perdrait a donc conduit le conseil d'administration dirigé par Jonas DAOU à les remercier tous les deux.

Selon les sources proches du dossier, une simple décision leur a été remise pour leur signifier. Sans plus.

En attendant la nomination d'un nouveau Directeur Général - le poste de directeur général adjoint ayant été supprimé - M. KAKATSI assume l'intérim.

Nous y reviendrons.

FOOTBALL/CLASSEMENT FIFA

## La Côte d'Ivoire en tête, le Togo à la traîne

La FIFA a procédé jeudi à la publication de son classement des sélections. La Belgique reste première nation mondiale, alors que de son côté, la Côte d'Ivoire conserve son rang de nation numéro un en Afrique, devant le Cap Vert, qui double l'Algérie et le Ghana. Le Togo de son côté perd 10 places et occupe le 103e rang mondial.

**Hervé A.**

Les vingt meilleures équipes n'ayant pas encore disputé de match cette année, cette édition de février du Classement mondial FIFA/Coca-Cola ne compte aucun changement dans le haut du tableau.

La Belgique, l'Argentine et l'Espagne conservent leur place sur le podium tandis que la Turquie (20ème, plus 1) intègre le top 20 aux dépens de la Côte d'Ivoire (28ème, moins 9). La petite progression de la Hongrie (19ème, plus 1) confirme sa bonne forme du moment et lui offre au passage le meilleur classement de son histoire depuis l'introduction du Classement mondial FIFA/Coca-Cola en 1993.

Par ailleurs, l'Écosse (46ème, plus 6) et la Norvège (50ème, plus 4) retrouvent les cinquante



premières places, renforçant ainsi la présence européenne. L'UEFA est donc représentée par 31 équipes dans le top 50. L'Afrique perd pour sa part deux représentants et en totalise actuellement six. La représentation des autres confédérations n'a pas changé (CONMEBOL : 8 ; CONCACAF : 4 ; AFC : 1, OFC :

0). Les trois plus impressionnantes progressions nous viennent d'Asie ce mois-ci : Palestine (110ème, plus 21), Arabie saoudite (55ème, plus 20) et FIDP Corée (95ème, plus 18).

D'autres équipes d'Asie, mais aussi d'Afrique et d'Amérique centrale dominent la liste des équipes ayant progressé de plus de cinq

places : Costa Rica (31ème, plus 6), Cap-Vert (33ème, plus 6), Qatar (78ème, plus 6), Honduras (91ème, plus 7), Mozambique (102ème, plus 7), Belize (120ème, plus 8), Swaziland (127ème, plus 6), Koweït (133ème, plus 8), et le Népal (188ème, plus 8).

Mention spéciale pour le Rwanda (85ème, plus 6) qui, après avoir défrayé la chronique en fin d'année dernière grâce à un succès retentissant contre la Côte d'Ivoire en amical, a remporté trois de ses six matches disputés depuis début janvier.

Enfin, Haïti (65ème, plus 14) est le pays francophone qui enregistre la plus belle progression ce mois-ci.

Le prochain classement mondial FIFA/Coca-Cola sera publié le 3 mars 2016.

## Jackson Martinez, plus gros transfert de l'histoire du football chinois

Jackson Martinez a été transféré à Guangzhou contre une somme incroyable de 42 millions d'euros. Un record absolu pour le championnat chinois.

Un flop incroyable pour l'Atletico. Dans le passé, les dirigeants du club madrilène avaient eu le nez creux lorsqu'il s'agissait de recruter des bons artilleurs (Falcao, Costa...). Mais la mayonnaise n'a jamais pris pour Jackson Martinez. Transféré en provenance de Porto l'été dernier, contre une somme de 35 millions d'euros, le goleador colombien n'a pas réussi à s'imposer chez les Rojiblancos.

Alors qu'il attendait de lui des buts en pagaille, comme chez les Dragons (32 réalisations lors de la saison 2014/2015), l'entraîneur Diego Simeone n'a pas réussi à obtenir le meilleur de Jackson Martinez comme l'attestent ses statistiques indignes de son rang (3 buts et 2 passes décisives). Malgré cela, on s'attendait à ce que le footballeur sud-américain reste au moins cinq mois de plus à l'Atletico Madrid. C'était sans compter sur un éclair venu de Guangzhou.

Les dirigeants du club chinois ont fait voler en éclat le record en matière de transferts au sujet d'un joueur parachuté dans le pays. Ils ont mis sur la table environ 42 millions d'euros afin de réussir à déloger Jackson Martinez. Après mûre réflexion, le Colombien a accepté de toucher le pactole à Guangzhou. A 29 ans, l'attaquant sera clairement la grande attraction à suivre au sein du championnat chinois.

## Chelsea aurait choisi Allegri

Massimiliano Allegri vit peut-être ses derniers mois sur le banc de la Juventus Turin. Le coach italien pourrait endosser le costume de Chelsea. Chelsea aurait choisi Allegri.

Depuis le mois de juillet 2014, Massimiliano Allegri officie sur le banc de la Juventus. Au moment de son arrivée, certains tifosi étaient sceptiques après la fin de l'ère incroyable intitulée Antonio Conte. Aujourd'hui, ces derniers dorment sur leurs deux oreilles avec l'ex-coach du Milan AC à la tête de l'équipe. En effet, Massimiliano Allegri a déjà remporté de nombreux trophées (1 titre de champion d'Italie, 1 Coupe d'Italie et 1 Supercoupe d'Italie) et même disputé la finale de la dernière édition de la Ligue des champions contre le FC Barcelone (1-3).

Cette saison, les choses avaient vraiment mal commencé pour la Vieille Dame. On craignait que les départs majeurs de Carlos Tevez ou encore Arturo Vidal aient déséquilibré sérieusement l'équipe. Mais c'était sans compter sur la rage de vaincre des Bianconeri qui ont retrouvé le chemin du succès (2e place en Serie A avec deux points de retard sur Naples, 8e de finale de C1 à disputer contre le Bayern...). Une fois que cet exercice sera terminé, Massimiliano Allegri quittera peut-être le navire pour relever un premier défi anglais.

D'après le média italien Calciomercato, "Max" aurait accepté de rejoindre le club de Chelsea à compter de la saison prochaine et donc de remplacer le coach néerlandais Guus Hiddink. Sur le plan contractuel, l'Italien bénéficierait d'un contrat jusqu'en juin 2020 mais aussi et surtout de la garantie de percevoir un salaire de l'ordre de 7 millions d'euros par an à Stamford Bridge.

## Barça: les statistiques ahurissantes de Luis Suarez et Lionel Messi

Luis Suarez et Lionel Messi ont humilié le FC Valence (7-0, 1/2 finale aller de Coupe du Roi). Les deux attaquants du FC Barcelone affichent des statistiques tout bonnement exceptionnelles.

Luis Suarez, auteur d'un quadruplé, et Lionel Messi, un triplé à son actif, ont eu le droit de repartir avec leur récompense après avoir détruit le FC Valence (7-0, 1/2 finale aller de Coupe du Roi). Cette grande trophée matérialise en tout cas leur rendement exceptionnel cette saison. L'Uruguayen totalise désormais 35 buts en 33 matches toutes compétitions confondues depuis le début de l'exercice. Il a notamment effacé des tablettes un certain Romario, 32 réalisations en 1992/93. Le Pistolero préfère néanmoins la jouer collectif.

"C'est l'un de nos matches les plus complets cette saison, en termes d'attitude et de jeu. Aujourd'hui (mercredi), c'est un jour où tout passait. Je ne cherche pas les records, je veux simplement aider l'équipe. Cette saison, je marque beaucoup de buts. Mais l'important c'est que l'équipe marche bien", a-t-il lancé au micro de Movistar+. Même son de cloche pour son partenaire argentin. "Grand match de toute l'équipe. Il faut continuer à travailler pour atteindre nos objectifs en fin de saison", a-t-il posté sur son compte Facebook, avec une photo aux côtés de Suarez, ballons en mains.

Mais si la Pulga minimise sa performance personnelle, il convient de lui rendre hommage. Contre les Valenciens, l'Albiceleste, qui a donc réussi son 34e triplé sous le maillot blaugranaselon Sport, a passé la barre des 500 buts inscrits en carrière professionnelle ! Il en totalise très exactement 501 selon As: 436 avec le Barça, 49 avec la sélection d'Argentine, 14 avec la sélection U20 et 2 avec la sélection olympique lors des JO de Pékin.

LA COUPE DES CONFEDERATIONS DE LA FIFA

## L'emblème officiel dévoilé

La Coupe des Confédérations de la FIFA, Russie 2017 débutera dans un peu moins de 500 jours. Pour célébrer cet événement, les principaux visuels de la compétition - souvent surnommée "Festival des Champions" - ont été dévoilés lors d'une cérémonie qui s'est tenue à Moscou. L'emblème officiel s'inspire du trophée de la compétition et représente le rêve des huit équipes qui chercheront à s'imposer l'an prochain en Russie.

Du 17 juin au 2 juillet 2017, les six champions continentaux rejoindront le pays hôte et le vainqueur de la Coupe du Monde de la FIFA 2014™, l'Allemagne, lors de ce prestigieux tournoi. La Coupe des Confédérations se déroulera pour la première fois en Russie, et verra le pays hôte et le champion d'Amérique du Sud, le Chili, faire leurs débuts dans la compétition. L'Australie et le Mexique - vainqueur de l'édition 1999 - sont également déjà qualifiés.

"L'emblème officiel et le visuel du tournoi s'inspirent de la riche culture russe et de la très présente tradition des contes et légendes. La forme du trophée a inspiré le design de l'emblème, qui prend vie à travers l'oiseau de feu mythologique, son personnage principal", a déclaré le

directeur Marketing de la FIFA, Thierry Weil.

Les plumes de la longue queue de l'oiseau de feu s'enroulent autour de la partie inférieure de l'emblème tandis que sa tête, ses ailes et son corps figurent sur la partie sphérique supérieure. "Cette marque visuelle célèbre les plus belles qualités propres au football. Elle enrichira non seulement le tournoi, mais aussi l'expérience de tous ceux qui y prendront part", poursuit Thierry Weil.

En plus de voir la qualification de deux nouvelles équipes - provenant de la Coupe des Nations de l'OFC et de l'EURO de l'UEFA-2016 sera également une année importante pour les supporters impatientes à l'idée d'assister à la Coupe des Confédérations. Le tirage au sort



officiel de la compétition aura lieu à Kazan le 26 novembre, permettant aux supporters de savoir dans lesquelles des quatre villes hôtes (Kazan, Moscou, Sochi et Saint-Petersbourg) joueront leur équipe, et contre quels adversaires - sauf pour le champion d'Afrique qui sera seulement connu en février 2017.

Cependant, la vente des billets commencera fin 2016 avec environ 680 000 billets mis en vente.

Au total, il y aura environ 5500 bénévoles impliqués lors de la Coupe des Confédérations de la FIFA, notamment afin d'accueillir les milliers de supporters venus de Russie et de l'étranger.

## Le Real Madrid a enfin offert un nouveau contrat à Zinedine Zidane

Un mois après son arrivée à la tête de l'équipe première, Zinedine Zidane a enfin signé son nouveau contrat avec le Real Madrid. Marca dévoile quelques détails.

"Bonsoir, merci à tous pour votre présence. Le conseil d'administration du Real Madrid vient de prendre la difficile décision de mettre fin au contrat de Rafael Benitez avec l'équipe première. Je veux vous annoncer également que nous avons décidé de nommer à la tête de l'équipe première Zinedine Zidane". Le 4 janvier, Florentino Pérez prenait la

parole face aux médias pour annoncer le limogeage de Rafael Benitez et l'arrivée de Zinedine Zidane à la tête de son Real Madrid. Un défi de taille que le Français relève pour l'instant avec brio : 3 victoires, 1 nul, 17 buts pour, 2 contre.

Seulement, dans le feu de leur intronisation, ZZ et son staff, qui officient à la tête de l'équipe réserve, n'avaient pas encore signé leur nouveau contrat. Ils préféraient se concentrer sur l'urgence de leur mission, à savoir se mettre Cristiano Ronaldo et le groupe dans la poche

en variant et en léchant les séances de travail. Mission réussie grâce à des entraînements sur mesure. Aujourd'hui, un mois jour pour jour après l'officialisation de sa prise de fonction, le Tricolore dispose enfin de son nouveau contrat. Marca nous apprend que l'ancien meneur de jeu de l'équipe de France a signé son bail ces derniers jours. Il est en charge de l'équipe première merengue jusqu'en juin 2018. Le quotidien sportif espagnol nous indique que le salaire du coach madrilène a été réévalué. Lorsqu'il était en charge du Castilla, le

natif de Castellane percevait 600 000€ bruts par saison, soit environ 300 000€ nets par saison. Désormais, il toucherait près de 2,5 M€ nets par an. Si l'augmentation est substantielle, il s'agit cependant du plus faible revenu offert par Pérez à l'un de ses coaches au cours de ses différents mandats à la tête de la Casa Blanca. Marca précise qu'à aucun moment l'intéressé n'a cherché à négocier le tarif proposé par son patron. Quand on aime, on ne compte pas. Et Zinedine Zidane aime le Real Madrid...

## Evaluation des centres d'accueil et d'hébergement d'enfants vulnérables Les résultats d'un audit vont de la fermeture de centres à la création d'outils d'observation continue

Afin d'échanger sur les résultats issus d'une étude d'évaluation des centres d'accueil et d'hébergement des enfants vulnérables au Togo, un atelier de restitution s'est tenu le 28 janvier 2016 à Lomé. Au total, 142 centres ont été évalués sur l'ensemble du territoire national, dont 58% sont situés dans la région Maritime, 17% dans la région des Plateaux, 11% dans la région de la Kara, 9% dans la région Centrale et 5% restant dans la région des Savanes. Ces centres prenaient en charge lors des audits 6080 enfants dont 56% des filles et 0,2% des mineurs de moins de 18 ans. Cette rencontre des différents acteurs qui œuvrent pour la protection de l'enfant vulnérable vise à formuler des recommandations opérationnelles permettant de garantir la qualité des prises en charge des enfants assurées par des centres.

Cet atelier de validation se situe dans le cadre des interventions du programme de Coopération Togo-UNICEF 2014-2018. L'audit a été réalisé par le ministère de l'Action sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation, avec

l'appui de l'UNICEF. Le ministère de l'Action sociale et l'UNICEF ont été accompagnés dans cette démarche par le cabinet ENEIS Conseil.

Entre autres recommandations formulées, il s'agit de : la fermeture des centres qui présentent des graves dysfonctionnements ; la structuration d'une fonction de pilotage et de contrôle pérenne, portée par le ministère de l'Action sociale à l'échelle nationale, permettant d'assurer un suivi étroit des centres les plus en difficultés, et de renouveler régulièrement de telles démarches d'évaluation afin de prendre la mesure de l'amélioration du fonctionnement des centres ; l'appui au renforcement des compétences des équipes des centres d'accueil et de protection des enfants vulnérables ; la création d'outils d'observation continue du dispositif d'accueil et d'hébergement des enfants vulnérables au Togo, avec pour finalité l'amélioration de l'adéquation des réponses aux besoins des enfants et des jeunes en situations de danger ou de vulnérabilité au Togo. Il est souligné

que les recommandations issues de cet atelier permettront de formaliser un plan d'actions opérationnel qui sera décliné dans le temps pour une mise en œuvre progressive des actions correctives.

Un centre d'accueil pour enfant vulnérable est une structure d'accueil et de protection qui prend en charge, de façon temporaire ou permanente, des enfants qui sont dans une situation pouvant menacer leur santé, leur développement ou leur intégrité physique, morale ou mentale. Ceci en conformité avec les dispositions de l'article 276 du code de l'enfant. L'enfant est considéré comme vulnérable au moment où sa survie, son bien-être ou son développement est compromis par des situations de risque. Au Togo, le ministère de l'Action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation a également en sa charge cette frange de la population qui sont les personnes vulnérables à savoir : les enfants, les femmes, les personnes âgées et les personnes handicapées.

## Réunions des comités techniques de l'AGPAOC à Lomé Accélérer le développement des ports de l'Afrique

Du 1<sup>er</sup> au 5 février se sont tenues à l'hôtel Sarakawa, les réunions des comités techniques de l'Association de Gestion des Ports de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (AGPAOC), sous le Haut patronage du Ministère des Infrastructures et des Transports.

«Face aux mutations technologiques et aux grands défis auxquels font face nos ports, il est plus que nécessaire que des rencontres de ce genre se

discours lors du lancement de ces réunions.

Il s'agit donc pour les participants de sortir des résolutions et des propositions efficaces pour «accélérer le développement de nos ports dans l'intérêt supérieur des populations des pays de l'Afrique...». Pour cela, trois Comités techniques sur les quatre de l'AGPAOC, «Sécurité maritime, Protection de l'environnement et Exploitation

gagée d'une stabilité climatique durable» déclarait le secrétaire général, M. Michael Luguje.

Rappelons que l'AGPAOC est une organisation économique et intergouvernementale sous régionale, créée à l'issue de l'Assemblée constitutive historique d'octobre 1972 à Freetown (Sierra Leone) par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA-NU). Elle est un organe spécialisé de



Photo de famille des participants

multiplier pour éclore des idées appropriées qui seront mises à la disposition des administrations portuaires en vue de la réalisation des ambitieux projets de développement de toute l'Afrique» a lancé le Directeur général du Port Autonome de Lomé, le Contre-Amiral Fogan Adégnon, dans son

(SMPEE) ; «Etude Technique, Infrastructures et Développement (ETID)» et «Chargés d'Affaires de l'AGPAOC (CA)» vont plancher sur le thème «La gestion de l'environnement dans les ports de l'AGPAOC» afin de définir le rôle des ports de l'Association «pour la protection de l'environnement,

l'Organisation Maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Elle se compose de 24 ports membres titulaires, huit (08) membres associés et de quatre (04) ports membres observateurs. Ses activités couvrent au total une ligne côtière de près de 9400 km sur l'Océan Atlantique.

## Dans sa dernière édition du Commodity Markets Outlook La Banque mondiale abaisse ses prévisions pour le prix du pétrole en 2016

Dans sa dernière édition du *Commodity Markets Outlook*, la Banque mondiale abaisse sa prévision pour le prix du pétrole brut à 37 dollars le baril en 2016, contre une projection de 51 dollars établie au mois d'octobre dernier. Selon le rapport que la Banque mondiale consacre chaque trimestre aux perspectives des marchés des matières premières, cette révision à la baisse reflète plusieurs facteurs liés à l'offre et à la demande. À savoir, du côté de l'offre, une reprise plus rapide que prévu des exportations pétrolières iraniennes et une meilleure tenue de la production américaine grâce à des réductions de coût et des gains d'efficacité, et, du côté de la demande, un hiver

particulièrement doux dans l'hémisphère Nord et de faibles projections de croissance dans les grandes économies émergentes.

Après un plongeon de 47% en 2015, les cours de l'or noir devraient encore reculer de 27% en moyenne en 2016. La Banque mondiale anticipe cependant une remontée progressive des prix au cours de l'année, en se fondant sur les éléments suivants. Premièrement, la forte chute des cours pétroliers enregistrée au début de l'année 2016 ne semble pas relever totalement des ressorts fondamentaux de l'offre et de la demande, et l'on peut en déduire que cette tendance s'inversera probablement en partie.

Deuxièmement, les producteurs de pétrole qui affichent des coûts de production élevés devraient subir des pertes persistantes et procéder à des réductions de leur production qui viendront probablement compenser l'arrivée d'une offre supplémentaire sur le marché. Troisièmement, la Banque mondiale table sur un léger renforcement de la demande lié à une reprise modeste de la croissance mondiale.

Toutefois, ce rebond des prix pétroliers devrait être plus faible que ceux observés à la suite des fortes baisses de 2008, 1998 et 1986, et leurs perspectives restent exposées à des risques de dégradation considérables.

## Transports aériens en Chine

### Une liste noire pour les passagers indisciplinés

Cinq des principales compagnies aériennes chinoises ont signé une charte pour établir et partager une liste de passagers indisciplinés – et leur limiter l'accès à bord. Réunies à Sanya le 1<sup>er</sup> février 2016, Air China, China Eastern Airlines, China Southern Airlines, Hainan Airlines and Spring Airlines ont annoncé la création d'une base de données commune dans laquelle figureront tous les incidents dus aux passagers. Cette base de données sera également accessible à l'Autorité de l'aviation civile chinoise

ainsi qu'aux offices du tourisme : toute personne figurant sur la liste noire sera susceptible de voir ses voyages aériens limités, voire interdits pour une période pouvant durer trois ans, précise un communiqué.

Sont concernés par cette «no fly list» tous les énergumènes coupables d'avoir émis de fausses alertes à la bombe, tenté de rentrer dans le cockpit ou d'ouvrir une issue de secours, d'avoir agressé un PNC ou du personnel au sol, ou de s'être bagarrés en plein vol. Elle contiendra par exemple quatre

touristes qui avaient obligé Thai AirAsia à faire demi-tour entre Bangkok et Nanjing après l'agression d'une hôtesse, les trois femmes qui s'étaient crépées le chignon à cause d'un bébé en pleurs sur un vol d'Air China entre Chongqing et Hong Kong, ou quatre touristes qui avaient créé une mini-émeute à l'aéroport de Bangkok en raison du retard de leur vol. Des gestes qui ont «sévèrement terni» l'image des touristes chinois, assure l'administration, et méritent donc une période au sol suffisante pour retrouver les pieds sur terre.

## Entre le Soudan et le Soudan du Sud Conclusion d'un accord de principe sur le pétrole

Un accord de principe sur le montant de la redevance que paie le Soudan du Sud au Soudan pour l'utilisation de ses oléoducs a été conclu par les ministres du Pétrole des deux pays, selon des informations de presse parues hier jeudi et relayées par l'AFP. Les oléoducs soudanais, menant vers Port-Soudan sur la rive de la mer Rouge, sont indispensables au Soudan du Sud pour exporter son brut. En raison de la chute des cours mondiaux et du montant de cette redevance, fixée jusque-là à 24 dollars le baril, il vend actuellement ce brut à perte. Global Witness, ONG de lutte contre la corruption liée aux ressources naturelles, avait indiqué en janvier que le Soudan du Sud vendait son pétrole environ 20 dollars le baril.

Lors d'une réunion mercredi à Juba, la capitale du Soudan du Sud, les deux ministres ont décidé qu'au lieu d'une redevance fixe, celle-ci serait désormais indexée sur le prix du brut. «Nous avons discuté et nous nous sommes accordés sur le principe d'une révision de l'accord», a déclaré le ministre soudanais du Pétrole et des Mines, Stephen Dhiu Dau, cité par



Le ministre du Pétrole du Soudan du Sud, Stephen Dhiu Dau

le site internet Sudan Tribune. La redevance «fluctuera à la hausse ou à la baisse, en fonction des prix du brut au niveau mondial», a-t-il ajouté. Son homologue soudanais Mohammed Awada a expliqué que les détails techniques de l'accord devaient encore être établis, selon radio Tamazuj.

En proclamant son indépendance le 9 juillet 2011, après des décennies de conflit avec Khartoum, le Soudan du Sud a hérité de 75% des réserves

pétrolières du Soudan pré-sécession. Mais, enclavé, il continue de dépendre des infrastructures soudanaises pour l'exporter. L'économie du jeune pays du monde, qui a replongé en décembre 2013 dans la guerre civile, est au bord de l'effondrement. La production de pétrole – dont le Soudan du Sud tirait 98% de ses recettes à son indépendance – a diminué de plus de la moitié pour s'établir à environ 150.000 barils par jour.

Pour le compte du ministère du développement à la base

## Le PNUD appuie le programme national de la plateforme multifonctionnel

Etonam Sossou

La Représentante Résidente du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Khadiata Lo Ndiaye a remis les clés d'un véhicule d'une valeur de 13 millions de francs CFA, à la ministre du développement à la base Victoire Tomégah-Dogbé le 03 février 2016. Ce véhicule va permettre à la cellule de coordination du Programme National de la Plateforme multifonctionnelle de se rendre facilement dans des zones

enclavées pour une large implantation des plateformes.

Pour Mme Lo Ndiaye, l'expérience d'autres pays, ont montré suffisamment que ce genre d'appui apporte énormément au niveau des communautés à la base. « La plateforme aide non seulement les communautés à la base dans leurs activités de tous les jours mais également à entreprendre des activités génératrices de revenus. C'est la raison pour laquelle les pays comme le Mali et le Burkina Faso ont généralisé les activités de leurs

plateformes. Au Togo, nous sommes au début mais c'est déjà un début prometteur », a précisé Mme Lo Ndiaye.

Lancé depuis mai 2011, le Programme national de développement de la plateforme multifonctionnelle (PN-PTFM), a installé à ce jour 114 PTFM sur les 1000 prévues à l'horizon 2020. Outre le PNUD, ce programme est également soutenu par la BOAD à travers le programme d'appui au développement à la base (pradeb) et l'ambassade de Suisse au Togo. « Les Plateformes



multifonctionnelles facilitent l'accès à des services énergétiques aux communautés à la base, créent des emplois ruraux et permettent aux femmes d'être autonomes », a déclaré Mme Victoire Tomégah-Dogbé.

Pour l'année 2015, le PNUD a apporté une aide de plus de 150 millions de francs CFA au ministère du développement à la base pour la réalisation des activités des différents projets et programmes.

La Plateforme Multifonctionnelle (PTFM) est une force motrice constituée d'un moteur (diesel et/ou biocarburant), d'un alternateur de préférence triphasé auxquels sont raccordés divers équipements (modules et outils) destinés à assurer une multitude

de fonctions comme : la transformation mécanique des produits agricoles et agro forestiers (égrenieuses, décortiqueuses, moulins, presse à huile, etc.), la production d'électricité pour alimenter (les postes de soudure, d'aiguillage, de chargeur de batteries, de machines de menuiserie, etc.) et les micro ou mini-réseaux d'électricité et d'adduction d'eau potable (pompage) pour les localités rurales et périurbaines non électrifiées de faible taille démographique (500 à 2 000 habitants). Les principaux acteurs du programme national PTFM sont les populations rurales des zones enclavées, en particulier les femmes et les jeunes. Elle est gérée par un comité de 06 membres mis

en place au sein du groupement porteur de la PTFM et qui a obligation de résultats vis-à-vis de la communauté c'est à dire rendre compte de la gestion financière au Chef du Village, au Comité Villageois de Développement (CVD) à travers les outils de gestion mis à leur disposition.

La configuration technique de la PTFM dans chacun des villages ciblés est fonction des caractéristiques agricoles, sociales et économiques. Le processus de configuration de vrado nc répondre aux besoins des populations par une analyse appropriée de la demande locale. Il existe à cet effet 04 types de plateformes telles que la plateforme standard qui consiste à aligner les équipements dans un même local, la plateforme nouvelle configuration qui consiste à compartimenter le bâtiment et à distribuer des équipements qui puissent fonctionner au même moment, dans ce cas spécial, on peut faire fonctionner 04 équipements par exemple avec une même quantité de gasoil. On distingue également la plateforme mini ou micro-réseau électrique qui sert d'éclairage public, la plateforme mini adduction d'eau potable qui consiste à alimenter un forage à partir de l'énergie de la plateforme et à pomper de l'eau pour la distribution.

Payer pour se faire embaucher

## Attention danger !

« Je suis déjà au stade terminal du processus. J'essaie pour le moment de collecter de l'argent pour le billet d'avion du Canada. Une fois prêt, j'informerai mes partenaires canadiens qui m'enverront le nécessaire pour le voyage. » Radieux, Jean, employé temporaire dans une entreprise à Lomé, croit avoir décroché le job de ses rêves. Il a répondu via Internet à une offre d'emploi de Caledonian offshore Limited, une société soi-disant canadienne de Toronto. A en croire ses annonces, celle-ci recrute des travailleurs immigrés pour le compte de sociétés pétrolières qui les feraient travailler sur des plateformes offshore dans le monde entier. Ayant reçu une réponse positive par courrier, Jean a aussitôt envoyé par mandat poste les 555 US dollars exigés par l'entreprise comme frais de recrutement. Mal lui en a pris car ce qu'il ignore c'est que cette prétendue entreprise de Toronto est inconnue de l'administration canadienne. Vérification faite, ses locaux sont introuvables au Canada où elle n'a jamais été enregistrée. L'annonce ne donne aucun contact téléphonique, seulement une boîte postale. Autre détail suspect : ses courriers sont curieusement postés de... Suède ou des Etats Unis. Autant d'indices intrigants mais qui échappent aux nombreux

postulants aveuglés par ces offres mirobolantes.

Chaque candidat est tenu de payer dans un délai de trois semaines à réception de la lettre d'accord (agreement letter) soit la totalité des 555 US dollars pour couvrir les frais de recrutement, soit une avance de 189 \$, le solde devant être prélevé sur le premier salaire. « Ces gens sont de gros bandits. Depuis 2010, j'ai postulé ainsi que plusieurs amis pour ce genre d'entreprise et jamais aucun de nous n'a obtenu une suite favorable », révèle Etienne, aujourd'hui directeur d'une société de matériel informatique. Depuis le début du mois de janvier dernier, les demandes d'emploi de togolais affluent de plus belle dans la boîte électronique de Caledonian offshore. Elle a en effet publié des avis de recrutement sur sa page facebook. De nombreux jeunes en chômage ont succombé à son slogan : « Vous pouvez maintenant gagner beaucoup d'argent en travaillant sur une plate-forme pétrolière ». Dans un pays où le salaire minimum est de 35000 Fcfa par mois, les salaires proposés ont de quoi donner le tournis : entre 250 et 380 US \$ par jour selon le poste, plus une couverture maladie. L'annonce en rajoute dans les détails : 12 heures de travail par jour ; 219 jours par an ; 2 semaines de congé après 3 mois de travail

d'affilée.

« Si je réussis à me faire embaucher, je serai gâté. Je gagnerai beaucoup d'argent et de l'expérience », rêve Moussa, un autre candidat qui a déjà payé. Contrairement à Ronny, un jeune licencié sans emploi, qui, lui, a vite flairé le piège quand on lui a répondu qu'il lui fallait envoyer de l'argent. « Comment une société qui veut nous aider à sortir du chômage peut nous demander une telle somme ? », demande-t-il. Doutes justifiés car jusqu'à présent nul ne connaît qui que ce soit qui ait réussi à se faire embaucher par le biais de cette société. Sur le créneau de l'amaque, Caledonian offshore Ltd n'est pas seule. « J'ai également postulé pour Cruise Ship Employment, une société toujours située dans l'Ontario au Canada et qui nous promettait des emplois sur des bateaux de croisière », confie Blaise qui s'est fait escroquer de 150 dollars. En retour, il a généreusement reçu un manuel intitulé Cruise ship employment handbook (Manuel de l'emploi sur bateaux de croisière). Ses nombreuses télécopies sont restées sans réponse. Déçu d'avoir été mené en bateau, il conduit : « le livre en question donne des conseils sur la vie en mer, les avantages des différents postes, mais en réalité n'aboutit sur rien ».

L'USAID l'affirme dans son rapport Fewsnat

## Des disponibilités alimentaires satisfaisantes en Afrique de l'Ouest

L'approvisionnement alimentaire et la disponibilité sont satisfaisants dans tous les bassins commerciaux de l'Afrique de l'Ouest, grâce aux bonnes récoltes pluviales de 2015 et aux récoltes de cultures de contre saison en cours, rapporte l'USAID dans sa publication Fewsnat. L'offre, la demande et les stocks sur les marchés sont à des niveaux moyens ce qui rend les prix stables et conformes aux tendances saisonnières. Seule exception, le Ghana où ils seront supérieurs à la

moyenne à cause des déficits de production et de la dépréciation de la monnaie locale.

La consommation alimentaire continue de s'améliorer et de se diversifier pour la majorité des ménages au regard des stocks disponibles, des récoltes de produits frais de contre saison et de la mise en œuvre de stratégies habituelles de moyens d'existence, selon le communiqué.

Dans les zones pastorales et agropastorales du Mali, les

conditions pastorales et commerciales sont moyennes mais la taille réduite des troupeaux ne permet pas aux ménages pauvres d'acquiescer les revenus comme d'habitude dans les régions de Tombouctou et de Gao. Au nord-est du Nigeria et dans les régions voisines autour du Lac Tchad, l'insurrection Boko Haram perturbe encore les marchés et le commerce transfrontalier, tout en réduisant les activités et l'accès alimentaire malgré les récoltes en cours.

## Loterie Nationale Togolaise

### COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1306 DE LOTO BENZ DU 27 Janvier 2016

Le tirage hebdomadaire de **LOTO BENZ** a été effectué ce mercredi 03 février 2016 et porte le numéro **1307**.

Au précédent tirage, la **LONATO** a encore fait des heureux gagnants de gros lots et de nombreux lots intermédiaires sur toute l'étendue du territoire.

En effet, les points de vente **10225, 2127, 4064 et 40038** basés respectivement à **SOKODE, BADOU** et **KPALIME** ont recensé chacun un lot de **500.000 F CFA**.

La ville de **LOME** n'est pas en reste avec un gros lot de **1.000.000 F CFA**, enregistré auprès de l'opérateur **70500**.

Un parieur basé à **ANEHO** a remporté la somme **1.000.000 F CFA** sur le point de vente **70422**.

Achète à **200 F CFA**, les tickets **ZEM** qui te font gagner de l'argent et des motos. Gratte ton ticket **ZEM** et si tu trouves 3 fois le symbole étoile, tu gagnes immédiatement le lot mentionné en dessous. « **AVEC ZEM, PREND DEL'AVANCE** »

La remise des lots à Lomé se fera au siège de la **LONATO** et à l'intérieur du pays dans les Agences Régionales.

**Avec la LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS !  
BONNE CHANCE A TOUS !**

## LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1307 de LOTO BENZ du mercredi 03 Février 2016

Numéro de base

62

78

23

75

36



**PARTICIPEZ AU JEU  
EN ENVOYANT  
LE NUMÉRO DE VOTRE  
PARTENAIRE PAR**

**SMS AU  
991**

**COÛT DU SMS  
100FCFA  
50FCFA**

**ET GAGNEZ**

**UN BILLET D'AVION  
LOMÉ-ABIDJAN-LOMÉ  
Et divers lots**



LE LEADER



### JEU SMS « COUPLE SAINT VALENTIN »

✓ Il est destiné aux couples d'abonnés TOGOCEL déjà constitués (mariés, fiancés, copains, etc.), désireux de renforcer leurs liens d'amour ou d'amitié à l'occasion de la Saint Valentin.

✓ Il est basé sur l'échange de SMS entre les partenaires du couple.

### COMMENT Y PARTICIPER ?

1. Entrez dans le menu « message texte » ou SMS de votre téléphone mobile ;
2. Tapez le numéro de téléphone de votre partenaire ;  
Ex : Si votre numéro de téléphone est le 90 04 91 25 et celui de votre partenaire 90 04 91 26, il faudra écrire dans votre SMS 90 04 91 26.
3. Envoyez le SMS ainsi composé au numéro court 991 ;
4. Votre partenaire recevra un message l'invitant à confirmer sa volonté de participer au jeu avec vous en envoyant « oui » au 991.

### COMMENT CORRESPONDRE ?

Une fois que votre partenaire accepte votre invitation, vous recevrez une notification SMS validant votre inscription et vous pourrez commencer à correspondre. Pour cela il vous suffit d'écrire un message et de l'envoyer au numéro 991. Ce SMS sera automatiquement transmis à votre partenaire. En recevant ce message en provenance du 991, celui-ci (ou celle-ci) pourra à son tour vous répondre par le même canal.

### COMMENT GAGNER ?

Les gagnants seront sélectionnés parmi ceux qui auront échangé le plus de SMS sur le numéro 991.

### LES LOTS À GAGNER

Billet d'avion Lomé-Abidjan-Lomé, Pack 3G (Smartphone+Kit 3G+1Go) et divers lots.

**GRANDE NUIT DE  
L'AMOUR & DE  
L'AMITIÉ**

- Date : Dimanche 14 février 2016
- Lieu : Site de Togocel à côté de la Direction Générale de TOGO TELECOM à GTA
- Heure : A partir de 16h00